

Olivia Grégoire, secrétaire d'État à l'économie sociale et solidaire, attendue au tournant

Nouvellement nommée au secrétariat d'État à l'économie sociale, solidaire et responsable, Olivia Grégoire va devoir faire face à la déception des acteurs du secteur qui rêvaient d'un grand ministère de la relance, rassemblant économie et écologie.

Temps de lecture : minute

29 juillet 2020

Le Numérique n'a pas eu le ministère qu'il espérait mais l'économie sociale et solidaire a eu une secrétaire d'État... qu'elle n'attendait pas forcément ! Alors que seulement onze secrétaires d'État ont finalement été nommés dimanche soir, dont six nouveaux et nouvelles entrant·e·s au gouvernement, l'ESS a décroché l'une des martingales grâce à la nomination d'Olivia Grégoire comme interlocutrice dédiée du secteur. *"Fière, émue et honorée de rejoindre le gouvernement de Jean Castex au service de l'économie sociale solidaire et responsable, trois adjectifs qui ont pris tout leur sens à l'aune de la crise que nous vivons actuellement, et des solutions qu'il faut maintenant engager sans délai"* , a commenté dans un tweet la secrétaire d'État nouvellement nommée.



À lire aussi

Sans ministre du Numérique, et si on optait pour un CDO dans chaque ministère ?

Rattachée à Bercy, sous la tutelle de Bruno Le Maire, elle a tenu dès sa prise de fonctions à *"saluer et remercier aujourd'hui les 2,4 millions de salariés qui font la richesse de l'économie sociale et solidaire en France"* et a tenu à souligner qu'elle se battraient pour *"ce qui s'appelait RSE (responsabilité sociétale des entreprises, NDLR) hier, ESG (critères environnementaux, sociétaux et de gouvernance, NDRL) aujourd'hui, peu importe l'acronyme pourvu que cette dimension responsable devienne l'élément déterminant, et non plus la variable d'ajustement, de toutes les entreprises"* .

Une pro de la com convertie au développement durable

Olivia Grégoire travaille de longue date sur ces thématiques. Formée à la communication à Sciences Po Paris et au marketing à l'Essec, elle commence sa carrière dans le public, au sein du service d'information du

gouvernement en tant que **responsable des questions de société**. **Après un passage au cabinet du ministre de la santé de l'époque, Xavier Bertrand, elle passe** dans le privé à des postes dédiés au développement durable : d'abord au sein de l'agence de publicité DDB France, puis chez W&Cie et enfin, durant quelques mois en 2011, chez Saint-Gobain.

Elle abandonne ensuite les sujets relatifs au développement durable pour revenir à ses premières amours, la communication, lorsqu'elle rejoint l'administration chargée de la stratégie open data de l'État, Etalab, pour en piloter la communication. En 2014, elle fonde la société Olicare, un cabinet de conseil en stratégie d'influence. L'entreprise "*conseille en stratégies d'influence des décideurs évoluant dans des secteurs complexes, sensibles ou émergents (santé, énergie, technologie) et les accompagne dans le juste choix de leurs enjeux stratégiques, dans leur incarnation auprès de leurs publics cibles, et dans leur expression la plus adéquate au sein du nouveau paysage médiatique comme politique*" , indique la nouvelle référente ministérielle de l'ESS sur son profil LinkedIn. Elle a continué d'y travailler jusqu'à son élection de députée de la 12ème circonscription de Paris.

Une alternative à un grand ministère de la relance économique et écologique

L'économie sociale et solidaire et le gouvernement, c'est une histoire d'amour vache. Après la nomination de Jean Gatel au poste de secrétaire d'État à l'économie sociale, en 1984, qu'il a occupé jusqu'en 1986, c'est la traversée du désert : il faut ensuite attendre 2000 et la nomination de Guy Hascoët dans le gouvernement Jospin pour que l'économie cette fois solidaire retrouve un interlocuteur au sein de l'exécutif. Une ligne directe qui fait long feu puisqu'entre 2002 et 2012, le maroquin disparaît à nouveau. Il réapparaît après l'élection de François Hollande, porté par

Benoît Hamon jusqu'en 2014. Mais est ensuite dilué au sein d'un large secrétariat d'État du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire.

Depuis 2017, la fonction était à nouveau tombée dans les limbes, malgré la mobilisation du gouvernement sur les sujets de l'ESS. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que le secteur de l'ESS n'appelait pas forcément sa réapparition de ses vœux. Dans une tribune signée par 35 entrepreneur·e·s, dont les co-président·e·s du Mouvement des entrepreneurs sociaux (Mouves) Jean Moreau et Eva Sadoun, et diffusée par La Tribune, ces dernier·e·s proposaient "*que les sujets de transition sociale et environnementale bénéficient enfin d'une représentation politique et administrative auprès du ministre des finances à Bercy, au coeur de la machine étatique et à leur juste niveau de portage politique, au sein d'un grand portefeuille ministériel de la Relance économique, écologique et sociale*". Peine perdue : le ministère de la Transition écologique reste distinct de Bercy, qui a récupéré la relance économique.

"Nous mesurons le défi de concevoir une relance transformatrice, permettant de sauver l'économie d'aujourd'hui tout en préparant demain. Mais c'est la seule voie pour permettre à notre économie de prévenir et affronter les crises à venir" , prévenaient-ils alors, début juillet, quelques jours avant le remaniement. Le gouvernement a préféré faire un autre choix. Mais l'ESS acceptera-t-elle d'être cantonnée à un secrétariat d'État résolument économique alors que les défis qui se présentent aux entreprises aujourd'hui sont bien plus variés ?